

JOHANNE SAMÈ

Éprouver la cohabitation culturelle, ses enjeux (in)communicationnels et socio-politiques. La voix des ONG en contexte polarisé

Johanne Samè est maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Haute-Alsace, membre du Centre de recherche sur les économies, les sociétés, les arts et les techniques (Crésat, UR 3436) et chercheuse associée au Centre de recherche sur les médiations (Crem, UR 3476). Ses travaux portent sur les enjeux communicationnels de la cohabitation culturelle, les espaces publics et la communication politique, les questions migratoires, ainsi que sur la médiatisation et la médiation des ONG.

Ce texte est issu de la leçon inaugurale prononcée par l'auteure le 21 mai 2025 lors de l'Assemblée générale du Crésat. Johanne Samè y présente la notion centrale qui traverse sa recherche : celle de la cohabitation culturelle, envisagée comme un enjeu à la fois social, politique et (in)communicationnel. À partir d'une enquête ethnographique menée au sein de la Cimade, une ONG française engagée dans la défense des droits des personnes migrantes, elle explore la manière dont les acteurs de la société civile tentent de produire des récits alternatifs dans un contexte de polarisation croissante et de normalisation des discours xénophobes et racistes. L'analyse met en lumière les stratégies mises en œuvre pour faire entendre leur voix dans les espaces publics, face à la stigmatisation, au rejet, ainsi qu'aux logiques algorithmiques qui entravent leur visibilité dans les médias traditionnels et socionumériques. Cette leçon propose *in fine* une lecture critique du vivre-ensemble, attentive aux régimes d'énonciation, aux rapports de pouvoir et aux dispositifs contemporains de médiation.

265

This text is based on the inaugural lecture delivered by the author on May 21, 2025, at the General Assembly of Crésat. Johanne Samè presents the central notion underpinning her research: cultural cohabitation, approached as a social, political, and (in)communicational issue. Drawing on ethnographic fieldwork conducted within La Cimade, a French NGO committed to defending the rights of migrants, she explores how civil society actors attempt to produce alternative narratives in a context marked by growing polarization and the normalization of xenophobic and racist discourse. The analysis highlights the strategies deployed

to make their voices heard in public arenas, in the face of stigmatization, rejection, and algorithmic dynamics that constrain their visibility in both traditional and socionumeric media. Ultimately, this lesson offers a critical reading of *living together*, paying attention to regimes of enunciation, power relations and contemporary mediation dispositifs.

DES ENJEUX SOCIAUX, POLITIQUES ET COMMUNICATIONNELS DE LA COHABITATION CULTURELLE

Dans un contexte marqué par l'intensification des mobilités humaines, «la montée des populismes»¹ en France et en Europe, ainsi que par une polarisation croissante des discours autour des questions migratoires², mes travaux de recherche portent sur la cohabitation culturelle, envisagée comme un enjeu à la fois social, politique et communicationnel. Je cherche à comprendre comment des individus ou des groupes issus de cultures différentes cohabitent, interagissent – ou échouent à le faire – dans des espaces publics de plus en plus fragmentés.

Dans cette perspective, il convient de préciser que la cohabitation culturelle pourrait être définie comme «le respect des identités et la communication établie entre [des] personnes issues de cultures différentes»³. Toutefois, si cette définition semble poser les termes d'un idéal relationnel, elle recouvre en réalité des complexités qui méritent d'être finement analysées.

Dans les années 2000, la cohabitation culturelle a été discutée par les chercheurs en sciences de l'information et de la communication (SIC) à l'échelle européenne, questionnant les conditions d'une cohabitation politique et culturelle entre les Européens – autrement dit, une

1. Catherine Wihtol de Wenden, «Crise des migrations ou crise des politiques d'asile et ses effets sur les territoires d'accueil», *Hommes & migrations*, 1323 (2018), p. 23-29 [En ligne : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.7166>]; Didier Fassin, Sciences sociales par temps de crise. Leçon inaugurale prononcée au Collège de France le jeudi 30 mars 2023, Paris, Collège de France, 2024 [En ligne : <https://books.openedition.org/cdf/16669>].

2. François Héran, Migrations et sociétés. Leçon inaugurale prononcée au Collège de France le jeudi 5 avril 2018, Paris, Collège de France, 2018 [En ligne : <https://doi.org/10.4000/books.cdf.7711>].

3. Joanna Nowicki (dir.), *La cohabitation culturelle*, Paris, CNRS Éditions, 2010, p. 147.

problématique pensée dans sa dimension macrosociale. Juliette Bridier expliquait qu'il était «nécessaire de réfléchir aux conditions de la cohabitation culturelle en Europe, [...] parce que, depuis plusieurs décennies, des hommes politiques ont formé le projet de construire un espace européen tout d'abord économique, puis politique et social»⁴. La cohabitation culturelle en Europe devait dès lors signifier «un rapprochement d'hommes et de cultures et non plus la signature d'accords commerciaux et financiers»⁵.

D'autres travaux, dans le prolongement de cette ambition politique, ont également interrogé la crise de confiance entre les peuples européens, attribuée à des méfiances historiques persistantes et à des formes d'exclusion héritées des conflits passés, car il s'agissait de cohabiter pacifiquement avec les «ennemis d'hier»⁶. Cette crise de confiance avait également un fondement politique : «l'absence d'un espace public élargi», capable de «légitimer les décisions des instances européennes» alors que «l'espace public organise la cohabitation culturelle»⁷. Pour Dominique Wolton, la cohabitation culturelle relève d'une analyse sociopolitique, mais constitue avant tout un «casse-tête» politique⁸. Il souligne notamment l'absence de conscience quant à la gravité du problème, souvent masquée par des discours incantatoires sur «la diversité culturelle» présentée comme une richesse déjà acquise⁹. L'auteur met également en lumière un point particulièrement pertinent pour notre propos : «cette cohabitation culturelle à construire nécessite en réalité une action aux trois niveaux où elle existe : l'État, la politique, la société civile. [...] Sans oublier le rôle croissant des ONG [organisations non gouvernementales], qui dans le monde initient un autre rapport entre culture, société et politique»¹⁰. Partant de ces constats, il m'a semblé pertinent de prolonger ces réflexions dans une perspective microsociale.

En effet, la mondialisation des communications et des échanges multiplie les interactions culturelles dans les espaces publics, qu'ils soient physiques ou numériques ; mais elle semble également favoriser les

4. Juliette Bridier, «La citoyenneté européenne : un projet politique de cohabitation culturelle», *Hermès, La Revue*, 23-24 (1999), p. 83-90 [En ligne : <https://doi.org/10.4267/2042/14717>].

5. J. Bridier, «La citoyenneté européenne : un projet politique de cohabitation culturelle», art. cit.

6. Éric Dacheux, Patrice Meyer-Bisch, «De la coexistence à la cohabitation», *Hermès, La Revue*, 23-24 (1999), p. 19-23 [En ligne : <https://doi.org/10.4267/2042/14710>].

7. É. Dacheux, P. Meyer-Bisch, «De la coexistence à la cohabitation», art. cit.

8. Dominique Wolton, «Culture : le refoulé de l'Europe», *Hermès, La Revue*, 23-24 (1999), p. 25-33 [En ligne : <https://doi.org.scd-proxy.uha.fr/10.4267/2042/14711>].

9. D. Wolton, «Culture : le refoulé de l'Europe», art. cit.

10. Dominique Wolton, «Conclusion générale : de la diversité à la cohabitation culturelle», *Hermès, La Revue*, 51 (2008), p. 195-204 [En ligne : <https://doi.org/10.4267/2042/24197>].

incompréhensions, les tensions interculturelles et les replis identitaires, illustrant ce paradoxe où chacun «souhaite communiquer, mais [...] se méfie de l'autre»¹¹. Dans un contexte marqué, en France, par une montée du racisme décomplexé, nourri par les discours stigmatisants de certaines forces politiques et médiatiques, les représentations des personnes migrantes sont de plus en plus polarisées. Les questions migratoires s'incarnent ainsi de manière fortement dichotomique : entre logique d'accueil et logique de rejet, entre discours de solidarité et narrations sécuritaires. Dans cet environnement conflictuel, les ONG, en tant que membres de la société civile, occupent une position singulière. Elles sont à la fois actrices de terrain, médiatrices entre les institutions, les acteurs politiques et les publics, et productrices de discours engagés, tentant de reconfigurer les récits dominants en faveur de la dignité et des droits des personnes exilées, réfugiées, ou en situation de migration.

Il m'a ainsi semblé essentiel d'interroger deux dimensions fondamentales : d'une part, comment les ONG sensibles aux questions migratoires – notamment la Cimade, qui constitue mon terrain d'enquête – investissent les espaces publics pour produire des récits alternatifs et favoriser la cohabitation culturelle ; d'autre part, quels sont les impensés informationnels et communicationnels susceptibles d'altérer leurs actions. C'est dans cette double perspective que s'inscrit ma recherche. Il s'agit finalement, pour moi, de penser la cohabitation culturelle comme un objet de recherche à part entière en SIC, au croisement du politique, du symbolique et de l'éthique.

La présente leçon inaugurale est structurée en quatre parties : après une tentative de conceptualisation de la cohabitation culturelle, nous explorerons les polarisations qui traversent les espaces publics contemporains, avant d'entrer au cœur de l'enquête ethnographique que je mène au sein de la Cimade, afin d'analyser les pratiques info-communicationnelles et les discours produits par l'ONG, pour enfin revenir sur les apports de cette recherche, ainsi que sur les ouvertures et perspectives qu'elle permet d'envisager.

11. Dominique Wolton, *Vive l'incommunication. La victoire de l'Europe*, Paris, François Bourin, 2020.

CONCEPTUALISER LA COHABITATION CULTURELLE : ENTRE ALTÉRITÉ, VIVRE-ENSEMBLE ET INCOMMUNICATION

Aborder la cohabitation culturelle comme objet de recherche suppose d'en clarifier les contours, tant le terme mobilise une pluralité de dimensions – politiques, sociales, symboliques et communicationnelles – et croise des notions connexes telles que le multiculturalisme, l'interculturalité¹², l'altérité, la diversité culturelle ou encore le vivre-ensemble¹³. La cohabitation culturelle demeure encore peu théorisée, en particulier dans la littérature récente en SIC, ce qui rend d'autant plus nécessaire un travail de mise en conceptualisation.

D'abord, la cohabitation culturelle renvoie à une réalité concrète : celle d'une proximité – physique ou symbolique – entre des individus de cultures qui diffèrent. Cette proximité peut être choisie ou subie, pacifiée ou conflictuelle, continue ou discontinue. Elle implique toujours une forme de confrontation entre des représentations du monde, des systèmes de valeurs, des mémoires ou des langages parfois dissonants – autrement dit, entre des individus qui « habitent des mondes sensoriels différents »¹⁴. En cela, la cohabitation culturelle engage des dynamiques interactionnelles complexes, faites à la fois de négociation et, parfois, de résistance¹⁵. Il convient également de distinguer la coexistence de la cohabitation culturelle. La première notion, dans son acceptation la plus simple, désigne le fait d'exister simultanément dans un même espace sans interaction nécessaire – une situation qui autorise l'indifférence, voire l'évitement. À l'inverse, la cohabitation culturelle, telle que la conceptualise Joanna Nowicki, suppose une communication établie¹⁶, et le respect des identités ; en somme, une mise en relation effective fondée sur le respect mutuel.

12. Catherine Roth, Carsten Wilhelm, « Médias culturels et Interculturalité : regards croisés France-Allemagne », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 9 (2016) [En ligne : <https://doi.org/10.4000/rfsic.2451>].

13. J. Nowicki (dir.), *La cohabitation culturelle*, *op. cit.*

14. Edward T. Hall, *La dimension cachée*, Paris, Le Seuil, 1971.

15. Dominique Wolton, « Ouverture. L'incommunication, un concept essentiel de la communication politique contemporaine », *Hermès, La Revue*, 90 (2022), p. 11-16 [En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2022-2-page-11?lang=fr>].

16. J. Nowicki (dir.), *La cohabitation culturelle*, *op. cit.*

Toutefois, cette conception valorisante tend à occulter une dimension essentielle : celle de l'incommunication¹⁷. L'incommunication ne renvoie ni à une absence totale de communication, ni à un refus d'échange, mais à l'incompréhension persistante qui survient malgré une volonté réelle d'entrer en relation, en communication avec l'autre. C'est dans cette perspective que j'ai proposé d'enrichir la définition de la cohabitation culturelle dans un article à paraître, en la définissant comme « un processus d'incommunication, dans lequel des personnes de cultures différentes se rencontrent et interagissent, tout en reconnaissant et en respectant leur manière d'être sensible au monde différemment »¹⁸.

Penser la cohabitation culturelle implique finalement d'articuler trois dimensions :

- Une dimension politique, car la cohabitation culturelle ne saurait être dissociée des cadres institutionnels, des rapports de pouvoir et des politiques migratoires qui la conditionnent ;
- Une dimension symbolique, liée à la manière dont les groupes sociaux construisent des représentations de soi et de l'autre, inscrites dans des récits historiques, des imaginaires collectifs ou des mémoires conflictuelles ;
- Une dimension communicationnelle, enfin, qui concerne les modalités concrètes de la cohabitation culturelle : quels sont les dispositifs, les médiations, les discours qui rendent possible – ou empêchent – la mise en relation entre des individus de cultures différentes ?

Ces trois dimensions s'entrelacent au sein de configurations mouvantes, où les tensions entre inclusion et exclusion, entre visibilité et invisibilisation, entre hospitalité et hostilité sont constantes et permanentes. Ces tensions s'expriment notamment au travers de discours polarisés, qui jouent un rôle central dans la mise en lumière – ou au contraire dans l'effacement – de certaines voix. C'est dans cette perspective que s'inscrit

17. Denis Huisman, *L'incommunication. Essai sur quelques effets pléthoriques abusifs ou pervers de la communication actuelle*, Paris, Vrin, 1985 ; Raymond Boudon, « Petite sociologie de l'incommunication », *Hermès, La Revue*, 4 (1989), p. 53-66 [En ligne : <https://doi.org/10.4267/2042/15356>] ; Pascal Robert, « De la communication à l'incommunication ? », *Communication & langages*, 146 (2005), p. 3-18 [En ligne : <https://doi.org/10.3406/colan.2005.3372>] ; Éric Dacheux, « L'incommunication, sel de la communication », *Hermès, La Revue*, 71 (2015), p. 266-271 [En ligne : <https://doi.org/10.3917/herm.071.0266>] ; D. Wolton, « Ouverture. L'incommunication, un concept essentiel de la communication politique contemporaine », art. cit.

18. Johanne Samè, « Des enjeux contemporains de la cohabitation culturelle. L'incommunication en question », *Questions de communication* (à paraître, 2025).

la prochaine partie, consacrée à l'analyse des dynamiques de conflictualité à l'œuvre dans les espaces publics.

ESPACES PUBLICS ET DISCOURS POLARISÉS : DES CONFLICTUALITÉS

La cohabitation culturelle, conçue comme un processus relationnel, lent, conflictuel, exigeant, à construire continuellement s'inscrit nécessairement dans des espaces publics traversés par des tensions inhérentes à une réalité sociale, politique ou symbolique donnée. Je vais, en premier lieu, expliciter pourquoi j'emploie la notion d'espace public au pluriel.

De l'espace public aux espaces publics : des lieux pluriels de confrontation symbolique

Jürgen Habermas proposait une vision fondatrice de la notion d'espace public¹⁹, conçu comme une sphère intermédiaire entre la société civile et le pouvoir politique, où les citoyens peuvent délibérer collectivement des affaires communes de l'État. Toutefois, cette conception a fait l'objet de nombreuses critiques. Il reviendra d'ailleurs, en 1990, sur ses premiers écrits publiés en 1962 (en 1978 pour la version française), reconnaissant que son travail était empreint de quelques lacunes empiriques.

Bernard Miège, parmi d'autres, souligne l'importance de penser l'espace public comme «un espace pour le moins conflictuel»²⁰. Érik Neveu et Bastien François ont prolongé cette critique en récusant la vision d'un espace public unitaire : selon eux, l'espace public contemporain est marqué par une fragmentation sociale et culturelle, et se compose d'une pluralité d'arènes discursives ; il existerait des espaces publics mosaïques²¹. Dans cette perspective, Nancy Fraser propose une conception alternative et plurielle de l'espace public, traversé par des rapports de domination et habité par des «contre-publics subalternes»²² : des groupes marginalisés ou disqualifiés par les normes discursives dominantes, qui cherchent à faire entendre leur voix et à contester les cadres d'interprétation établis.

19. Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise – L'espace public trente ans après*, Paris, Payot, 1978, 1990, 1992.

20. Bernard Miège, *L'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2010.

21. Bastien François, Érik Neveu (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999.

22. Nancy Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, 2011.

Ainsi, les espaces publics peuvent être envisagés comme des lieux de confrontation entre des visions du monde concurrentes, chaque acteur cherchant à imposer sa légitimité. Ils constituent des lieux de conflictualité symbolique²³, où les récits, les identités et les valeurs exprimés sont toujours situés et porteurs de représentations du social. Le débat public devient alors un enjeu de pouvoir autant que de communication, où les capacités à s'exprimer, à être entendu et à produire des effets ne sont jamais également distribuées.

La polarisation des discours : logiques, dispositifs, effets

Au regard de la polarisation des discours, précisons d'abord que la polarisation désigne un processus de radicalisation des positions dans les espaces publics. Elle incarne une opposition d'opinions divergentes et implique une dynamique de binarisation, où les nuances disparaissent au profit d'un clivage manichéen entre « eux » et « nous ». Dans le cadre de notre propos, ce phénomène est particulièrement visible dans les polarisations identitaires. Comme l'indiquent Jeangène Vilmer *et al.*, « en réaction à la porosité des frontières et aux formes hybrides de métissage culturel qu'engendre la globalisation, les opinions sont en demande d'une réaffirmation claire de la clôture du "nous" contre "eux" [...] »²⁴. Ces dynamiques polarisantes sont renforcées, amplifiées et parfois même structurées par les logiques médiatiques contemporaines.

Comme l'avait déjà souligné Habermas :

la façon dont les médias sélectionnent et présentent l'actualité serait biaisée, car ils seraient soumis à de multiples pressions économiques et politiques²⁵ engendrées par les dynamiques complexes de dérégulation néolibérale contemporaine²⁶ ce qui favoriserait la publicisation des discours hégémoniques des acteurs aux pouvoirs économiques

23. Daniel Cefaï, « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme? », *Questions de communication*, 30-2 (2016), p. 25-64 [En ligne : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10704>].

24. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Alexandre Escoria, Marine Guillaume, Janaina Herrera, *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, 2018, p. 37.

25. Mike S. Schäfer, « Digital Public Sphere », in Gianpietro Mazzoleni (dir.), *The International Encyclopedia of Political Communication*, London, Wiley Blackwell, 2015, p. 322-328.

26. Nikos Smyrnaios, *Pour une socio-économie de l'espace public numérique*, habilitation à diriger des recherches, sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes, 2020.

et politiques puissants, tout en rendant bien moins visibles, dans les débats publics, les discours des acteurs de la société civile²⁷.

Ainsi, les médias, sous l'effet de logiques concurrentielles, sensationnalistes, et économiques²⁸ ont tendance à survaloriser les discours polarisés : ils offrent une visibilité accrue aux prises de position extrêmes, participant à une scénarisation du conflit. De plus, les internautes sont souvent confinés dans des «bulles de filtre»²⁹, façonnées par des algorithmes qui personnalisent l'information selon leurs préférences passées, modifiant profondément les conditions de circulation de l'information en enfermant les individus dans des espaces cognitifs homogènes, confortables, mais fermés à l'altérité. Ces bulles «ne font que confirmer leurs préjugés plutôt que les confronter à ceux d'autrui»³⁰.

Dans cet environnement conflictuel et polarisé, les asymétries de visibilité sont accentuées, rendant plus difficile l'expression des voix minorées, ce qui participe à la fragilisation des conditions d'une cohabitation culturelle. Il importe dès lors d'examiner, à partir de mes données empiriques, les stratégies de communication, de médiatisation et les dispositifs de médiation mis en place par les ONG de défense des droits des personnes migrantes dont les voix sont souvent minorées. L'analyse portera plus précisément sur le cas de la Cimade.

LA VOIX DES ONG EN CONTEXTE POLARISÉ

Il s'agit de comprendre comment l'ONG participe à une logique de contre-discours visant à reconfigurer les imaginaires collectifs, promouvoir des formes alternatives de représentation de l'autre, penser les conditions d'un vivre-ensemble – et, au-delà, de la cohabitation culturelle. Pour ce faire, il me semble indispensable de mobiliser des méthodes capables de saisir la complexité des récits, des pratiques info-communicationnelles et des médiations à l'œuvre. C'est précisément sur ce terrain que les SIC

27. Johanne Samè, «Désintermédiation et contre-discours des ONG. Lutter contre la désinformation sur les migrations. Le cas de la Cimade», *Les Cahiers du Numérique*, 20 (2024), p. 21-44 [En ligne: <https://shs.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2024-1-page-21?lang=fr&tab=resume>].

28. N. Smyrnaios, *Pour une socio-économie de l'espace public numérique*, op. cit.

29. Eli Pariser, *The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You*, London, Penguin Books, 2011.

30. J.-B. Jeangène Vilmer, A. Escoria, M. Guillaume, J. Herrera, *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, op. cit., p. 41.

apportent une contribution originale, en s'attachant aux dynamiques discursives, aux subjectivités, aux interactions situées.

Comme le soulignent Claire Scopsi, Carsten Wilhelm et Khaled Zouari, « c'est par les approches qualitatives, par le biais de l'analyse des discours, du recueil des récits de vie que les travaux des sciences de l'information [et de la communication] se distinguent des études économiques et sociologiques sur les migrations [...] »³¹.

Dans cette perspective, ma méthodologie est exclusivement qualitative, fondée sur une enquête ethnographique menée au sein de la Cimade depuis 2017, dans différents groupes locaux : Aix-en-Provence, Metz, Nancy et désormais Colmar³².

L'approche ethnographique³³ s'est imposée comme la méthode la plus à même d'appréhender les pratiques communicationnelles concrètes des acteurs associatifs au sein de l'ONG, les contradictions qu'ils vivent et les stratégies de communication et de médiatisation qu'ils élaborent sur le terrain. En permettant une immersion prolongée dans leur environnement social, culturel et communicationnel, cette approche ouvre en outre un accès privilégié aux espaces discrets de leur vie quotidienne³⁴, rendant possible une compréhension plus fine des problématiques rencontrées, des tensions vécues, mais aussi du sens que les acteurs donnent à leurs actions, à leurs récits, et aux rapports de pouvoir qu'ils expérimentent ou contribuent à redéfinir. Elle engage également une réflexion sur l'implication du chercheur : son positionnement sur le terrain, mais aussi l'engagement – à la fois physique, symbolique et politique – qu'implique une telle proximité avec les enquêtés.

J'ai ainsi effectué des observations de terrain au sein de la Cimade tout en participant aux activités de l'ONG, tenu un carnet de terrain, récolté des documents de communication interne et externe, conduit des entretiens semi-directifs à visée compréhensive auprès des acteurs associatifs

31. Claire Scopsi, Carsten Wilhelm, Khaled Zouari, « Migrants et migrations en SIC », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 17 (2019) [En ligne : <https://doi.org/10.4000/rfsic.7410>].

32. Notons également que j'ai été élue, lors de l'Assemblée régionale de la Cimade Grand Est qui s'est tenue en juin 2025, déléguée à l'Assemblée générale de la Cimade nationale. Cette fonction me permet d'accéder aux problématiques rencontrées à l'échelle nationale, et d'approfondir ma connaissance des dynamiques internes à l'organisation, tant au niveau national que dans d'autres groupes locaux.

33. Yves Winkin, « Vers une anthropologie de la communication », in Jean-François Dortier (dir.), *La Communication : Des relations interpersonnelles aux réseaux sociaux*, Paris, Éditions Sciences Humaines, 2016, p. 97-104 [En ligne : <https://doi.org/10.3917/sh.dorti.2016.02.0097>].

34. Emmanuel Henry, *La Fabrique des non-problèmes. Ou comment éviter que la politique s'en mêle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.

et salariés rencontrés lors d'évènements publics et non publics et effectué une analyse de discours³⁵ couplée à une analyse de contenu³⁶.

Des dispositifs de médiation interculturelle : pratiques de terrain et récits alternatifs

L'analyse des pratiques info-communicationnelles de la Cimade révèle un répertoire d'action collective particulièrement riche et pluriel³⁷. L'ONG déploie une série de dispositifs de médiation de proximité : interventions dans des établissements scolaires, expositions artistiques participatives, rencontres interculturelles entre personnes migrantes et jeunes publics, ciné-débat³⁸, etc. Ces pratiques visent à créer des espaces de parole partagée et à faire circuler des récits trop souvent marginalisés.

Cette démarche repose sur un double mouvement : donner à entendre des voix minorées et décentrer les regards sur la migration. En valorisant les parcours migratoires et les expériences vécues par les personnes migrantes, la Cimade agit comme médiatrice de récits, contribuant à déconstruire les représentations dominantes, les stéréotypes et à reconstruire des imaginaires collectifs. En cela, ces dispositifs de médiation sont fondés sur la mise en relation entre des univers culturels différents. Le recours à des formats sensibles – films documentaires, récits multimédias – participe d'une logique de restitution éthique qui engage le spectateur dans une relation empathique avec les sujets représentés.

C'est ce que j'ai pu montrer dans un chapitre d'ouvrage portant sur la réception, par un jeune public, d'un documentaire sur les migrations et les personnes migrantes³⁹, dans le cadre d'une intervention scolaire organisée par les bénévoles de la Cimade Aix-en-Provence. De telles initiatives permettent de réinterroger les régimes de visibilité et d'énonciation dominants.

35. Patrick Charaudeau, Dominique Maingueneau, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Éditions du Seuil, 2002 ; Dominique Maingueneau, *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin, 2012 ; Alice Krieg-Planque, *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin, 2012.

36. Laurence Bardin, *L'analyse de contenu*, Paris, PUF, 2007.

37. Charles Tilly, *The Contentious French*, Cambridge, Harvard University Press, 1986.

38. Johanne Samè, *Une approche communicationnelle des enjeux sociopolitiques de la « cohabitation culturelle »*, *Société civile et espaces publics*, thèse de doctorat, sciences de l'information et de la communication, Aix-Marseille Université, 2021.

39. Johanne Samè, « Le documentaire comme support de médiation interculturelle : la sensibilisation du jeune public aux questions de migrations », in Pascal Laborderie, Dounia Mimouni-Meslem (dir.), *Images de migrants. Éducation, médiation et réception audiovisuelles*, Paris, L'Harmattan, 2023, p. 133-143.

Des plaidoyers et des actions de lobbying politiques

En parallèle de ces dispositifs de médiation interculturelle, la Cimade mène un travail de plaidoyer politique visant à interroger les décideurs. Ce travail s'appuie sur une expertise de terrain *in situ* qui vient nourrir la production de rapports, de communiqués, de dossiers thématiques, etc., pour documenter les effets des politiques migratoires sur les droits fondamentaux des personnes en situation de migration.

L'ONG revendique une posture à la fois critique et constructive : elle dénonce les atteintes aux droits humains en menant des observations de terrain, les pratiques qu'elle juge inhumaines – comme l'enfermement en centre de rétention administrative (CRA) – et les orientations des politiques migratoires, à l'instar de la dernière loi asile et immigration promulguée en 2024, qu'elle considère comme l'une des plus répressives de l'histoire. Elle propose également des décryptages de ces lois, qu'elle s'efforce de rendre accessibles et compréhensibles à un large public, notamment à travers des supports illustrés. Ce travail s'accompagne de la formulation d'alternatives fondées sur des principes de solidarité, d'hospitalité et d'accueil.

Ces plaidoyers s'inscrivent dans une logique de coalition associative, en lien avec d'autres acteurs de la société civile afin de constituer une force collective capable de peser dans les débats publics pour infléchir les politiques migratoires ainsi que les lois sur les migrations. Cette dynamique, qui est fortement développée au niveau de la Cimade nationale, l'est également dans certains groupes locaux comme à Aix-en-Provence, où plusieurs acteurs de la société civile de la région – La Cimade, Le Secours Catholique, L'Entraide Protestante, Welcome Pays d'Aix, Le Collectif Agir et La Ligue des droits de l'Homme ont su investir le champ politique en démontrant leur expertise fine et en se positionnant comme des relais d'informations majeurs, pour influencer les députés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur⁴⁰.

40. Johanne Samé, « Personnes migrantes, diversité et cohabitation culturelle. Quand la société civile influence la sphère politique », in Vincent Lambert, Nicolas Pélissier, Stefania Bejan (dir.), *Questionner la diversité culturelle : Une mondialisation sous influences*, Paris, L'Harmattan, 2023, p. 181-194.

Une visibilité numérique entravée par des logiques polarisantes et un positionnement éthique

Les représentations médiatiques des migrations sont dominées par des cadrages anxiogènes, sensationnalistes ou sécuritaires⁴¹ qui marginalisent les discours humanitaires et de solidarité, et renforcent les imaginaires liés à la menace d'une invasion. La Cimade tente de se frayer un chemin dans cet écosystème informationnel saturé en diffusant des contre-discours pour lutter contre la désinformation et les préjugés sur les migrations.

En outre, face aux enjeux de la désinformation, la Cimade pratique une forme de désintermédiation. Elle diffuse directement des documents, des supports, des messages *via* ses propres canaux de communication et réseaux sencionumériques. La Cimade joue ainsi un rôle essentiel de curation de l'information en proposant des analyses sur les migrations et leurs préjugés, accessibles sur son site web, également disponibles en format papier. Cette démarche, appuyée sur des sources solides, favorise une compréhension renouvelée des publics sur ces questions.

Marion, bénévole à la Cimade Aix-en-Provence anciennement en charge de la communication, souligne que c'est une démarche relativement importante, car « beaucoup d'éléments sont très [...] mal compris par le grand public [...] parce qu'ils sont (rires) très mal communiqués par les médias [...] donc, il y a un rôle de contre-pouvoir permanent qui ne s'arrêtera jamais je pense, et qui est totalement indispensable».

Cependant, comme je l'ai montré dans un précédent article⁴² consacré à l'analyse sémiotidiscursive d'un document publié sur le site web de la Cimade visant à décrypter les préjugés sur les migrations, l'efficacité de ces stratégies se heurte aux limites d'un écosystème numérique fragmenté. Les algorithmes des médias et des réseaux sencionumériques tendent à enfermer les individus dans des bulles filtrantes⁴³ et des chambres d'écho, renforçant les clivages idéologiques et restreignant l'exposition à des perspectives divergentes. Or, «la contradiction est au cœur du principe de débat public. Pour qu'une démocratie fonctionne correctement, il est nécessaire qu'un

41. Estrella Israel Garzón, «Les minorités dans la presse espagnole. La notion de bruits interculturels», *Questions de communication*, 4, (2003) p. 97-106 [En ligne : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.4854>]; Sylvie Thiéblemont-Dollet, «Témoignages de femmes immigrantes et construction d'un problème public», *Questions de communication*, 4 (2003), p. 107-126 [En ligne : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.4861>]; Alain Nana Ketcha, *Médias et intégration. Récits de vie d'immigrés et de leurs descendants*, Paris, L'Harmattan, 2019 ; Marion Dalibert, Milena Doytcheva, «Migrants roms dans l'espace public : (in)visibilités contraintes», *Migrations Société*, 152-2 (2014), p. 75-90 [En ligne : <https://doi.org/10.3917/migra.152.0075>].

42. Johanne Samè, «Désintermédiation et contre-discours des ONG. Lutter contre la désinformation sur les migrations. Le cas de la Cimade», art. cit.

43. E. Pariser, *The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You*, op. cit.

citoyen soit exposé à l'ensemble des arguments en présence afin de se forger un avis personnel de manière autonome»⁴⁴.

L'ONG doit ainsi composer avec des logiques algorithmiques qui favorisent les contenus polarisants et émotionnels, marginalisant ses discours, pourtant issus de ses observations de terrain, de son expertise juridique et de données institutionnelles. Dans ce contexte, elle cherche à accroître sa visibilité dans les espaces publics numériques, sans se compromettre. Ce souci d'éthique a été réaffirmé lors d'une journée régionale sur les outils de sensibilisation de la Cimade (Strasbourg, 3 février 2025), où les militants de la région et la déléguée nationale en région représentante de la Cimade nationale ont exprimé leur refus d'utiliser certaines plateformes numériques comme TikTok, perçues comme des instruments de désinformation et de guerre de l'information⁴⁵. Ce positionnement relève d'une résistance communicationnelle : il vise à maintenir une parole raisonnée et complexe dans un environnement numérique saturé de simplification. Ces derniers constats, me mènent vers la conclusion, les ouvertures et les perspectives de recherche qu'ils offrent.

CONCLUSION, OUVERTURES ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Cette leçon a permis d'explorer les enjeux communicationnels de la cohabitation culturelle en articulant des apports théoriques exigeants à une enquête de terrain fondée sur une démarche ethnographique. Plusieurs enseignements structurants en émergent.

Premièrement, la cohabitation culturelle, entendue comme un enjeu social, politique et communicationnel, apparaît comme une construction traversée par des rapports de pouvoir, d'inégalités et de légitimation symbolique. Deuxièmement, le concept d'incommunication se révèle central pour appréhender les limites et la richesse de la cohabitation culturelle. Enfin, l'analyse des pratiques info-communicationnelles de la Cimade, a mis en évidence son rôle stratégique – mais contraint – dans la fabrique des discours et des contre-discours publics sur les migrations.

À partir de ce travail, plusieurs pistes de recherche sont d'ores et déjà engagées, et d'autres peuvent être envisagées.

44. Romain Badouard, *Le désenchantement de l'internet. Désinformation, rumeur et propagande*, Limoges, FYP éditions, 2017.

45. David Colon, *La Guerre de l'information. Les États à la conquête de nos esprits*, Paris, Tallandier, 2023.

La première consiste à interroger les capacités, les capacités d'agir et de dire des personnes migrantes elles-mêmes dans une dynamique d'*empowerment*. Dans quelles conditions peuvent-elles devenir les sujets de leur propre narration, et ne plus être de simples objets de discours médiatiques et politiques ? Quels dispositifs participatifs permettent une telle réappropriation ?

Ce chantier est en cours : j'interviendrai en juin 2025 au congrès de la SFSIC sur le thème suivant : « Rendre visible l'invisible : performance théâtrale, *empowerment* et affirmation des personnes migrantes dans les espaces publics. L'exemple du Parlement de rue ».

La deuxième piste explore la montée en puissance d'une extrême droite reconfigurée, devenue « cool », virale, et tactiquement habile. Ce travail est mené en collaboration avec un collègue en sciences de gestion, Augustin Junior Mbam, travaillant sur la coolitude et les innovations technologiques. Nous avons présenté nos premiers résultats le 19 mai 2025 dans le cadre de la journée d'étude : *Hospitalité et accueil des réfugiés dans le contexte de montée de l'extrême droite en France et en Europe*, à l'Université de Strasbourg, au travers d'une communication intitulée : « Quand l'extrême droite devient « cool » : les ONG de défense des droits des personnes migrantes face aux nouvelles formes de communication politique en France ».

La troisième piste de réflexion concerne l'éducation aux médias et à l'information (ÉMI) en contexte migratoire pour contrer les logiques de simplification, de stigmatisation et de désinformation autour des migrations. Dans ce cadre, un rapprochement entre ONG et professionnels de l'information est une piste stratégique à envisager ; alors que les journalistes jouent un rôle dans la fabrique de l'opinion, ils sont, soit peu formés aux questions migratoires, soit contraints par des logiques de rapidité et de sensationnalisme.

Lors de la journée nationale de décryptage organisée par la Cimade à Dijon, le 3 avril 2025, sur le thème « Criminaliser les personnes exilées pour mieux réprimer les migrations ? », la journaliste Sarah Bos insistait sur cet enjeu. Elle évoquait notamment une étude intitulée : « *The Usual Suspects: Offender Origin, Media Reporting and Natives' Attitudes Towards Immigration* »⁴⁶, publiée en 2024 dans *The Economic Journal*, démontrant que la mention systématique des origines de tous les criminels dans la presse, réduisait les inquiétudes des natifs à l'égard des migrations, en mettant en lumière

46. Sekou Keita, Thierry Renault, Jérôme Valette, « *The Usual Suspects: Offender Origin, Media Reporting and Natives' Attitudes Towards Immigration* », *The Economic Journal*, 134-657 (2024), p. 322-362.

la part de criminalité commise par les natifs eux-mêmes. Les auteurs expliquent qu'ils interprètent ces résultats :

within the framework of a simple Bayesian model where individuals do not observe crime rates directly but rely on the partial information relayed by the media to form beliefs on foreign and native crime rates. Several studies have shown that media bias towards an over-reporting of foreign crime compared to that of natives could lead to an overestimation in the population of the link between crime and immigration (See Bianchi *et al.*, 2012a; Fasani *et al.*, 2019; Couttenier *et al.*, 2021; Alesina and Tabellini, 2022, among others)⁴⁷.

Ainsi, un travail mené de concert entre la Cimade et les écoles de journalisme reconnues par l'État permettrait de renforcer l'outillage critique des futurs professionnels de l'information.

Ces différentes pistes s'inscrivent pleinement dans les axes scientifiques du CRÉSAT, notamment les axes 3 et 4 : « Figures et médiations des transitions : innovations, médias, milieux » et « Espaces publics, identités collectives et circulations internationales ». C'est aussi dans cette perspective que s'inscrit mon Projet d'Intégration Recherche au sein du laboratoire, autour des enjeux contemporains du vivre-ensemble en SIC. Pensé comme un projet fédérateur, il vise à rassembler les chercheuses et chercheurs du CRÉSAT, tout en favorisant des collaborations à l'échelle nationale et internationale autour de cette problématique centrale.

47. « Nous interprétons ces résultats dans le cadre d'un modèle bayésien simple dans lequel les individus n'observent pas directement les taux de criminalité, mais s'appuient sur les informations partielles relayées par les médias pour se forger une opinion sur les taux de criminalité des étrangers et des autochtones. Plusieurs études ont montré que le biais des médias en faveur d'une surreprésentation de la criminalité étrangère par rapport à celle des autochtones pourrait conduire à une surestimation dans la population du lien entre criminalité et immigration (voir Bianchi *et al.*, 2012a; Fasani *et al.*, 2019; Couttenier *et al.*, 2021; Alesina et Tabellini, 2022, parmi d'autres) ».